



Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0606 du 21 au 27 Mai 2024- Prix : 250 F CFA

SOCIETE-ELECTRICITE-DENREE RARE :



MISE EN ŒUVRE DU PRSA/FRSP :
Le Togo sur la bonne voie
p.5

P.3

LA CEET COMMUNIQUE TRÈS MAL

BOAweb

Accès aux **comptes** et **virements**
sécurisés par Internet



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



EDITO

Peut-on
vivre sans
principes ?

Dans " *Maximes, caractères et anecdotes* ", Nicolas de Chamfort affirme ceci : " *L'homme sans principe est aussi ordinairement un homme sans caractère, car s'il était né avec du caractère, il aurait senti le besoin de se créer des principes.* "

La question que l'on peut se poser ici est de savoir si l'on peut vivre sans principes ?

Si nous partons du fait que toutes les grandes choses de l'humanité ont été accomplies au nom de principes absolus, nous pouvons donc affirmer qu'il y a un principe bon qui crée l'ordre, la lumière et le bonheur, et un principe mauvais qui crée le chaos, les ténèbres et la souffrance.

Vivre sans principes, c'est donc mourir à petit feu. Ayons donc des principes!

Crédo TETTEH



Récapissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos : KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Dodo Abalo (90 97 52 56)

DEVELOPPEMENT :

2 Milliards de FCFA de la BOA-Togo à disposition des femmes entrepreneurs

Bank of Africa (BOA) et la Fédération des femmes entrepreneurs et femmes d'affaires (FEFA) viennent de sceller un partenariat, en vue de permettre aux Très petites et moyennes entreprises (TPME), dirigées par les femmes, de bénéficier d'un financement pour le développement de leurs structures.

" Nous sommes ici ce jour, pour reconnaître et adresser une réalité importante. Les femmes entrepreneurs font face à des défis uniques lorsqu'il s'agit d'accéder aux ressources financières nécessaires pour développer ou faire prospérer leur entreprise. Malgré leur talent, leur ingéniosité et leur détermination, elles se heurtent souvent à des barrières qui limitent leur action. Ce qui les empêche de réaliser pleinement leur potentiel ", déclarait Candide Bamezon-Leguédé, de la Fédération des femmes entrepreneurs et femmes d'affaires (FEFA Togo).

Ces écueils ont maintenant trouvé une solution, avec l'aide de la Bank of Africa (BOA TOGO) qui met deux milliards de FCFA de financement, à un taux de 8,5%, à la disposition des femmes dirigeantes des TPME du Togo, ceci à des conditions avantageuses. Une convention, pour ce faire, a été signée ce 17 Mai par les deux parties à Lomé

Ce partenariat marque un début de collaboration entre deux acteurs majeurs économiques togolais. " En



Signature du partenariat

unissant nos forces, nous aspirons à stimuler le développement économique et social du Togo, tout en renforçant les liens entre les entreprises et la communauté " ; a indiqué Youssef Ibrahim, le Directeur général de la BOA Togo. Pour lui, la BOA incarne l'esprit d'innovation et d'engagement envers la croissance économique, qui est essentiel pour le progrès du Togo. " Son dévouement à soutenir les entreprises locales, l'emploi et à encourager le développement durable est exemplaire et mérite reconnaissance ", a-t-il ajouté.

Pour la FEFA, cette convention est bien plus qu'un accord sur le papier. C'est un engagement concret qui offre un cadre de financement flexible, adapté et alternatif en vue

d'accompagner autrement, les femmes du Togo.

Au niveau des conditions d'accès à ce financement, les entreprises concernées sont celles dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas les 300 millions de Fcfa. Elles doivent être fiscalement en règle et avoir deux ans d'existence au minimum en tant qu'entreprise, avec un an de bancarisation. Le montant minimum de financement est de 5 millions de FCFA et le maximum est de 100 millions de FCFA. Pour les dispositifs de garantie, il sera demandé l'ouverture d'un compte-épargne, avec 10 à 15 % du montant du financement sollicité. " Nous avons allégé le dispositif de garantie pour permettre aux membres de la FEFA et aux PME féminines d'avoir

facilement accès au financement ", a indiqué Charles Zotchi, responsable des PME-PMI à BOA TOGO.

Selon Candide Leguédé, la BOA met immédiatement à disposition 1 milliard de FCFA pour la première année de ce partenariat.

En rappel, BANK OF AFRICA - TOGO, ouverte au public en octobre 2013, détient actuellement un capital de 15,5 milliards de F CFA. Elle propose une gamme de produits riche et variée, destinée à couvrir le plus largement possible la demande de sa clientèle, tant Particuliers d'Entreprises, et notamment des crédits adaptés à tous les événements de la vie ; une offre monétique tant privative qu'internationale et des services d'E-banking.

Koudjoukabal

19e Foire Internationale de Lomé :

Rendez-vous pris du 22 Novembre au 08 Décembre 2024

La 19ème Foire internationale de Lomé (FIL) aura lieu du 22 Novembre au 08 Décembre 2024. Le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) a communiqué ces dates lors du lancement officiel de la campagne de promotion, le mardi dernier à Lomé. Le coup d'envoi de cette 19e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) fut couplé à celui de la 5e édition de la Foire Made in Togo.

Cette cérémonie de lancement de la campagne promotionnelle a connu la présence effective de la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale, Mme Rose Kayi Mivédor, ainsi que des hommes d'affaires, des délégations politiques, et des opérateurs économiques.

La 19e Foire Internationale de Lomé (FIL 19) se tiendra donc au CETEF du 22 novembre au 08 décembre 2024. Mais avant, on parlera de la 5ème édition de la Foire Made in Togo et ceci du 26



Alexandre de Souza, DG du CETEF

juillet au 04 août 2023 dans l'enceinte du CETEF.

Pour l'actuel directeur du CETEF, Alexandre de Souza, " Les couleurs de la 19e FIL annoncent un événement commercial majeur, mais aussi un engagement national fort. La Foire Internationale de Lomé, c'est l'affaire de tous. Une mobilisation des jeunes opérateurs économiques, une ouverture aux opérateurs économiques africains ", a-t-il déclaré mardi dernier lors de la cérémonie de lancement de la

campagne.

Placée sur le thème : " Normes et qualité des produits et services, outils de compétitivité et d'accès aux marchés connectés ", l'édition 2024 de cette manifestation commerciale va mobiliser plus de 1000 exposants et 500 000 visiteurs, dans un espace aménagé de 90 000m2.

" Ce thème vient répondre à notre préoccupation de sensibiliser les divers opérateurs économiques à la nécessité de partir à la conquête

des marchés internationaux, ce qui passe indéniablement par la conformité aux réglementations en vigueur, en vue de renforcer leur compétitivité. L'objectif ultime est de permettre que l'ensemble de ces échanges puisse contribuer à une croissance significative des activités économiques ", a ajouté le directeur du CETEF.

La ministre Rose Mivédor a profité de l'occasion pour lancer un appel solennel aux opérateurs économiques, sponsors, partenaires et à l'ensemble de la population togolaise à rehausser l'éclat de l'événement.

" Je voudrais vous rassurer de l'engagement du gouvernement à accompagner la FIL, ainsi que l'ensemble des opérateurs économiques, afin de garantir une croissance durable de nos échanges commerciaux ", a-t-elle affirmé.

Le pays d'honneur de cette 19e Foire Internationale de Lomé sera le Mali.

Dodo ABALO

SOCIETE-ELECTRICITE-DENREE RARE : LA CEET COMMUNIQUE TRES MAL

Depuis quelques mois, le Togo connaît une perturbation, voire une instabilité, dans la fourniture du courant électrique. S'il est établi malheureusement que ces coupures intempestives causent d'énormes préjudices aux populations, et particulièrement aux milliers de clients de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), il est aussi déplorable le manque de considération des premiers responsables en charge du secteur vis-à-vis des clients.

Par Crédo TETTEH

On dirait que tout serait mis en œuvre pour énerver les Togolais, tant on se croirait tout permis jusqu'à faire le lit à des comportements précambriens comme si l'on ne sait pas ce pourquoi on a des responsabilités. Ici, il ne s'agirait pas de tout remettre sur la tête des premiers responsables du pays mais plutôt questionner le professionnalisme, la prise de conscience effective des dirigeants de la CEET, bref de toute la direction.

Que font-ils au juste à la CEET pour soulager les Togolais en cette période de crise énergétique dans notre pays ? Sont-ils conscients des réels enjeux de l'heure ? Considèrent-ils les clients ou les populations comme cela se devait ? N'ont-ils pas de notion de communication de crise ? Pourquoi ne pas utiliser les bons outils de communication à leur disposition pour situer les populations togolaises sur les véritables difficultés de l'heure dans

la fourniture du courant électrique aux populations ? Méprisent-ils tant les Togolais ? Les Responsables de la CEET défieraient-ils les Premières Autorités de notre pays en restant inaudibles ou inactifs devant cette dure réalité que vivent les Togolais ?

Le mieux, c'est d'être franc avec les clients et les populations

Dans une stratégie de communication mal ficelée, et assimilable à des gesticulations et incantations communicationnelles, l'actuelle direction de la CEET démontre bien malheureusement ses limites à juguler la crise énergétique en cours dans notre pays.

Que coûterait-il à la direction de la CEET de véritablement situer l'opinion nationale sur les réelles difficultés de l'heure dans l'approvisionnement et la fourniture de l'électricité aux Togolais, en temps plein et dans les bonnes conditions, comme cela se faisait ? Autrement dit, quel est le véritable souci aujourd'hui de la CEET pour honorer convenablement ses engagements vis-à-vis des populations ?

Les réponses à ces questionnements devraient déjà prouver les capacités de l'actuelle direction de la CEET à juguler la crise énergétique du moment, et surtout à démontrer aux populations qu'elles sont leurs premières préoccupations. Malheureusement, les Togolais ne semblent pas être considérés, à ce point qu'on végète dans l'amateurisme total et comme diraient certains, dans le mépris

carrément. La faute, bien sûr, incombe aujourd'hui aux premiers dirigeants de la CEET qui méconnaissent les avantages de l'anticipation, en terme de stratégies de communication. Il faut toujours anticiper et dire les choses en toute franchise et sincérité aux populations, sur les difficultés observées et également sur les pistes de résolution.

De nos jours, on ne saurait longtemps cacher le soleil par les mains. Impossible donc, de prendre les clients ou consommateurs comme des gens qui ne mériteraient pas des points d'éclaircissements, des informations à temps réel. Sur cet aspect, les dirigeants actuels de la CEET ont véritablement échoué, gaffé, énervé et braqué les Togolais, qui ne souhaitent seulement qu'à avoir les bonnes informations sur la crise énergétique du moment.

Communiquer sur les efforts de la CEET pour un retour à la normale

Face à cette situation difficile dans la fourniture de l'électricité aux ménages et aux entreprises, dans les normes et règles de l'art, la direction de la CEET a également manqué de communiquer, à juste titre, sur ses efforts en vue d'un rétablissement de situation. Certes, quelques épisodiques communiqués portent les signatures de la CEET. Mais sont-ils ces communiqués explicites, situationnels, informatifs pour espérer une meilleure compréhension des enjeux de l'heure par les populations togolaises, dont l'électricité constitue la matière première à tout point de vue dans leurs différentes activités ? La question demeure et devra interroger la conscience des dirigeants de la CEET, qui devront normalement se remettre en cause et agir pour rectifier les tirs. Car, il n'est jamais trop tard pour bien faire, si réellement on a de la bonne volonté et de la conscience professionnelle, si on aime le travail bien fait.

L'inefficacité actuelle des stratégies de communication de la CEET, s'il en existait véritablement et c'est selon, trouverait sa définition dans les mauvaises approches adoptées par la direction et également dans ce manque de considération accordée aux clients et aux populations togolaises.

Sachant les Togolais doux et pas agressifs à la moindre occasion, les dirigeants de la CEET semblent endormis



Le siège de la CEET à Lomé

sur leurs défis actuels. C'est justement de leur responsabilité de régler les problèmes, occasionnant des coupures intempestives, des délestages suicidaires pour les entreprises et les ménages. Ce n'est pas de la responsabilité première des Autorités de ce pays de venir agir et interagir à leurs places. Et ce n'est pas pour décorer les bureaux somptueux que les Autorités du pays leur ont fait confiance en les nommant à ces postes de responsabilités. Il ne reviendra pas au Chef de l'Etat de quitter son bureau pour venir jouer le rôle, par exemple, du directeur général de la CEET ou celui du ministre de l'énergie, avec tous les démembrements connus. Si le Chef de l'Etat pouvait tout faire seul et être partout, alors il n'aurait pas de collaborateurs, il ne ferait pas de délégations de pouvoirs, de responsabilités.

Nécessité pour la CEET de revoir sa stratégie de communication

Elle passe actuellement très mal, la communication de la CEET. A la limite, on serait tenté de demander si elle existerait en réalité.

Ce dont les Togolais ont besoin aujourd'hui comme informations, c'est justement ce qui constitue les véritables difficultés pour la CEET, pour ne pas pouvoir honorer ses engagements, comme par le passé.

En communiquant en toute franchise, la direction de la CEET devra ensuite énumérer les efforts fournis face à cette situation et surtout ceux envisagés pour un rapide retour à la normale.

Le moment n'est plus à s'enfermer dans les bureaux à longueur de journée

mais plutôt à s'investir pour une définitive résolution de la crise. Le directeur général et ses collaborateurs doivent retrousser les manches pour satisfaire les clients et les populations. Tout problème a une solution. Il faut juste avoir cette humilité de la rechercher comme cela se doit et d'être conséquent.

Manquer de considérations aux clients et populations ne ferait qu'envenimer les choses. Les consommateurs ont besoin de savoir ce qui ne va pas à la CEET, ce qui constitue leurs réelles difficultés aujourd'hui dans la fourniture normale du courant électrique.

Les clients et les populations n'ont pas besoin actuellement de communiqués "laconiques", et "méprisants" à la limite. Lorsqu'on est dans une situation de crise, il y a les outils qu'offre une communication de crise. Il faut juste savoir anticiper pour dissiper tous les doutes.

De la responsabilité du ministère de l'énergie

Si les premiers dirigeants de la CEET sont à mettre devant leurs responsabilités, ceux du ministère de l'énergie ne sauraient se soustraire à cet exercice. Que font-ils au ministère de l'énergie pour régler rapidement cette situation. Tout comme la direction de la CEET, qui communique très mal, l'on dirait pour ce qui est du ministère de l'énergie, qu'elle n'a même pas encore ce souci de communication. Or, il devrait également communiquer, dans l'ordre normal des choses. Est-ce un mépris ? Est-ce une stratégie **ancestrale** ?



BOA-Togo s'engage pour l'autonomisation des Femmes Entrepreneures

La 2e édition de la rencontre **BANK OF AFRICA - TOGO (BOA-Togo) et les Femmes Entrepreneures** s'est tenue mercredi à Lomé.

Youssef Ibrahim, Directeur général de cette institution financière, a présidé la rencontre, qui a mobilisé plusieurs partenaires. L'objectif est de renforcer l'engagement à l'autonomisation des femmes entrepreneurs et le développement économique.

L'événement s'inscrit dans le cadre de l'engagement de BOA-Togo à mettre au cœur de sa vision, le leadership féminin. Il a été enrichissant, avec des discussions captivantes, des panels d'experts et des opportunités de réseautage.

"À travers cette rencontre annuelle célèbre la remarquable résilience des femmes entrepreneures. Malgré les défis et les obstacles, les femmes continuent de faire preuve d'une détermination inébranlable et d'une capacité à surmonter les difficultés, avec grâce et force. BOA-TOGO s'engage à soutenir et à encourager cette résilience exceptionnelle, en fournissant un soutien continu et une expertise professionnelle



aux entrepreneurs avec des solutions de financement adaptées aux besoins des femmes entrepreneurs", a exprimé M. Ibrahim.

BOA-Togo aux côtés des femmes entrepreneurs du Togo

Cette édition a connu un panel inaugural qui a pour thème : "Femmes Entrepreneures Togolaises : Leadership, Management et Résilience".

Les intervenantes justifient d'un parcours riche en entrepreneuriat, en management et en leadership.

Valentine Sama, présidente de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Togo (AFCET), est l'une des panélistes qui sont intervenus au cours de la rencontre.

Elle a identifié 5 défis majeurs auxquels les femmes entrepreneurs font

face dans le pays. Notamment, la connaissance financière limitée, l'environnement réglementaire complexe, les garanties inappropriées, les réseaux limités au niveau informationnel, et le défi d'audace et discipline de constance.

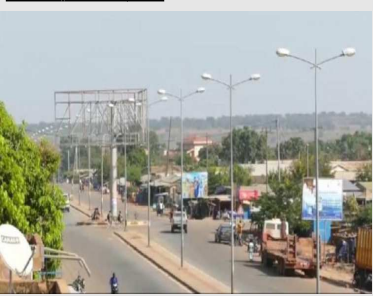
"Il est nécessaire d'adresser ces défis de manière stratégique afin de créer un environnement plus favorable à l'épanouissement des femmes dans le monde entrepreneurial au Togo. Par le biais de formations adaptées, d'un accompagnement financier et réglementaire approprié, ainsi que d'une mise en réseau efficace. Il est possible d'encourager et de soutenir la croissance des entreprises dirigées par des femmes", a-t-elle avancé.

A ce niveau, la présidente de l'AFCET pense que La 2e édition de la rencontre **BANK OF AFRICA - TOGO (BOA-Togo) et les Femmes Entrepreneures** s'est tenue mercredi à Lomé. Youssef Ibrahim, Directeur général de cette institution financière a présidé la rencontre qui a mobilisé plusieurs partenaires. L'objectif est de renforcer l'engagement à l'autonomisation des femmes entrepreneurs et le développement économique.

Avec TBN

Zozo

URBANISME : UN SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT BIEN TÔT POUR DAPAONG



Au Togo, la commune de Tône 1 va bientôt disposer d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Le rapport provisoire du nouvel outil a été validé mercredi 15 mai par les parties prenantes du projet à Dapaong.

Ce document provisoire présente succinctement des plans d'affectation de sols, des projets structurants et des masters plans proposés pour un développement urbain bien harmonisé de cette municipalité. L'occasion pour les acteurs impliqués d'apporter les dernières suggestions et contributions pour son amélioration.

Une fois élaboré, le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme devrait permettre de structurer l'occupation spatiale de la ville, et remédier aux déséquilibres observés depuis quelques années. Le document contribuera également à la sécurisation des propriétés foncières des collectivités locales, des particuliers et des domaines fonciers détenus par l'État.

Pour le ministère de l'urbanisme, ce schéma directeur en cours d'élaboration mettra fin aux déséquilibres structurels et dysfonctionnements défavorables à un développement harmonieux des villes, qui se sont accentués ces 10 dernières années. Ceci, en raison de la population urbaine qui est passée de 2 334 495 habitants à 3 373 592 habitants, soit une progression de 48,80% en 12 ans.

Pour rappel, le projet d'élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme concerne également cinq autres communes (Zio 1, Kloti 1, Ogou 1, Tchazoudjo 1 et Kozah 1). Il est financé par la Banque mondiale à hauteur de 16 milliards FCFA.

Source : @Republique togolaise.com

INVESTISSEMENTS : VERS UNE MEILLEURE SYNERGIE ENTRE LES ENTREPRISES

Au Togo, les entreprises sont appelées à davantage travailler en synergie. Le ministère de la promotion de l'investissement a organisé dans ce sens, vendredi 17 mai dernier, une rencontre sur les relations inter-entreprises. L'initiative appuyée par la coopération allemande via la GIZ, avait réuni les représentants des TPME (Très petites et moyennes entreprises) des experts et des représentants des institutions de la République.

L'objectif était de discuter des voies et moyens pouvant renforcer les liens entre les grandes entreprises et les investisseurs qui s'implantent dans le pays.

"Au cours de cette rencontre, nous entendrons les points de vue de plusieurs acteurs, des secteurs privé et public, des organisations internationales et de la société civile. Il nous faudra trouver les meilleures pratiques pour optimiser l'impact d'un investissement privé sur les TPME", a expliqué Silpa Atsouvi Yawo, directeur général de l'API-ZF (Agence de promotion des investissements et de la zone franche).

Et d'ajouter qu'ils "réfléchiront à la manière dont les TPME et les grandes entreprises peuvent travailler ensemble afin de maximiser les effets d'entraînement positifs sur notre économie".

Cette assise qui fait suite à une étude diagnostique préalablement réalisée sur les liens entre les entreprises, a abouti à l'adoption d'une feuille de route.

"Le but, c'est de créer une synergie de telle sorte que dès qu'un investisseur étranger s'installe, il ait un lien facile avec nos entreprises locales pour que ces investissements, de manière indirecte, bénéficient également à nos PME qui sont déjà sur le terrain", a indiqué Rodrigue Akue-Atsa, conseiller au ministère de la promotion de l'investissement.

Pour rappel, il y a quelques mois, le Togo a lancé les Plateformes institutionnelles régionales de promotion et facilitation des investissements (PIRPF). L'ambition est de mieux attirer les investissements.

Source : @Republique togolaise.com

CUISSON PROPRE EN AFRIQUE : Faure Gnassingbé plaide pour une coordination continentale des politiques énergétiques

Selon les experts des Nations Unies, la cuisson d'aliments par combustion est la deuxième cause de mort prématurée en Afrique subsaharienne, et elle est responsable de 3 % des émissions de gaz à effet de serre. Un sommet sur le sujet, organisé par l'Agence Internationale de l'Energie et la Banque africaine de développement, s'est tenu au siège de l'UNESCO la semaine dernière à Paris, en France.

Par Ali Samba

1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à des dispositifs de cuisson propre en Afrique, ce qui est effarant. En effet, sur le continent, la plupart des ménages adoptent des méthodes traditionnelles de cuissons. La préparation des repas se fait encore sur les feux ouverts, des fourneaux avec le bois de chauffe, le charbon de bois et bien d'autres combustibles. Sur terre, 2,3 milliards de personnes utilisent des foyers de cuisson ouverts ou des poêles alimentés, avec divers combustibles pour la cuisson des aliments.

Invité à cette importante rencontre, Faure Essozimna Gnassingbé a exposé les raisons fondamentales de la transition vers une cuisson propre en Afrique à savoir les effets nocifs des rejets du monoxyde de carbone, dus à l'usage du bois de chauffe et du charbon de bois, la perspective d'une croissance verte du continent et les enjeux de développement social et d'équité genre.

Les propositions de Faure Gnassingbé

Pour rompre avec cette pratique, le chef de l'Etat prône la vulgarisation accrue de la cuisson par gaz liquéfié, très efficace pour réduire les émissions de gaz à effets de serre, la cuisson électrique et les foyers améliorés et le financement des projets liés au crédit carbone. "Ma conviction est qu'à l'avenir, les avancées viendront avant tout de l'implication de la puissance publique. Bien entendu, le secteur privé jouera un rôle important dans le

succès de la cuisson propre en Afrique. Le fait que l'Afrique puisse représenter environ deux tiers de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le passage à la cuisson propre, ouvre des perspectives pour des solutions basées sur les crédits carbone" a déclaré Faure Gnassingbé à la tribune de l'UNESCO.

Il a salué les progrès réalisés par le groupe de la Banque africaine de développement (BAD), dans la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre continue des projets liés aux crédits carbone sur le continent. Il a invité, à cet égard, les gouvernements africains et le secteur privé à s'impliquer davantage dans la promotion du crédit carbone en Afrique. Pour y parvenir, Le Président togolais propose la subvention des kits de cuisson propre à l'achat, la subvention pour assurer la stabilité des prix en vue de contrôler le coût du gaz liquéfié, l'appui des gouvernements aux ménages vulnérables, la gestion de la transition énergétique et la nécessité d'une régulation et d'une supervision accrue des initiatives liées au crédits carbone.

Toutes ces ambitions ne seront concrétisées sans une synergie d'action réelle à l'échelle du continent. Pour cela, le chef de l'Etat du Togo a plaidé pour une coordination continentale des politiques énergétiques, en vue de faciliter la transition vers la cuisson propre en Afrique. "Je suis convaincu que l'Afrique doit parler d'une seule voix sur la question de cuisson propre. La transition vers cette mode de cuisson est controversée, car elle implique souvent de subventionner les énergies fossiles, comme le gaz liquéfié. Il est alors important pour l'Afrique de faire valoir que des exceptions doivent être envisagées. Nous devons être réaliste, c'est pourquoi je préférerais que nous parlions de cuisson plus propre que de cuisson propre" a-t-il précisé. Pour lui, cette nouvelle politique continentale permettra ainsi de développer une pro-



duction continentale de gaz liquéfié qui offre une alternative nettement plus propre que la biomasse et des infrastructures adéquates, et d'ajuster les fonds de financement des politiques de développement des énergies sur le continent.

Les travaux ont été marqués par des panels de haut niveau et sanctionnés par des recommandations politiques fortes, des engagements financiers et des stratégies concrètes, notamment en matière de marchés de crédits carbone, de développement et d'égalité de sexe.

02 milliards de dollars de la Banque africaine de développement

"L'accès à une cuisson propre, c'est plus qu'une question de cuisine, c'est une question de dignité... C'est bien plus que l'allumage des cuisinières, c'est une question existentielle. C'est une question d'équité, de justice et d'égalité pour les femmes", a indiqué Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Il a déclaré qu'il était temps de mettre un terme au spectacle des femmes et des jeunes filles africaines, le dos courbé par de lourdes charges, marchant des kilomètres chaque jour, souvent dans des conditions peu sûres, simplement pour pouvoir préparer les repas quotidiens de la famille.

La France, quant à elle, s'est engagée à investir 100 millions d'euros sur cinq ans dans des solutions de cuisson propre et mobilisera encore davantage grâce au Pacte de Paris pour les peuples et la planète et à la Finance en commun. Aujourd'hui, 4 milliards de dollars sont encore nécessaires pour permettre à l'Afrique de passer à la "cuisine propre" d'ici 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie.

CONSOMMATION : Taux d'inflation, établi à 4,1% en Avril 2024

L'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) a augmenté de 2,0% en avril 2024, par rapport à son niveau de mars, 2024 du fait de la hausse des prix des : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,3%) ; "Boissons alcoolisées ; tabac et stupéfiants" (+3,6%) ; "Biens et services divers" (+0,7%) ; "Transports" (+0,3%) et "Restaurants et Hôtels" (+0,2%). Les prix ont cependant régressé pour la fonction de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,8%). Par rapport à avril 2023, le niveau général des prix a progressé de 2,6%.

Evolution trimestrielle

Comparativement à la situation de janvier 2024 (évolution trimestrielle), le niveau général des prix en avril 2024 connaît une augmentation de 2,3%. Cette hausse est le fait de la progression de l'indice des fonctions de consommation, dont les plus importantes en terme de contribution sont : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,7%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,2%) ; "Biens et services divers" (+1,1%) ; "Transports" (+0,4%) ; "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+0,9%) ; "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+2,9%) ; "Articles d'habillement et chaussures" (+0,2%) et "Santé" (+0,2%).

Toutefois les fonctions de consommations suivantes ont tiré l'indice vers le bas : "Restaurants et Hôtels" (-0,3%) ; "Communication" (-0,1%) et "Loisirs et culture" (-0,1%). Du point de vue des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix, en variation trimestrielle, est à mettre à l'actif de l'augmentation de prix des "Produits frais" (+8,3%) ; "Hors Energie et Produits frais" (+0,5%) et des produit de l'"Energie" (+1,7%).

Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits locaux (+3,0%) et "Importé" (+0,9%). La progression de prix des produits des secteurs "primaire" (+11,5%), "secondaire" (+0,7%) et "tertiaire" (+0,2%) a contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix. Du point de



vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix, en évolution trimestrielle, est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+3,7%) et des "Services" (+0,2%).

Glissement annuel

Le niveau général des prix a progressé de 2,6%, par rapport à avril 2023. Cette augmentation est le fait de la progression des indices de presque toutes les fonctions de consommation. En effet, mise à part les fonctions de consommation "Communication" et "Santé" qui ont chacune baissé de 0,2% ; les autres fonctions ont augmenté dans les proportions suivantes : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,0%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+2,3%) ; "Articles d'habillement et chaussures" (+2,6%) ; "Restaurants et Hôtels" (+1,3%) ; "Transports" (+1,6%) ; "Biens et services divers" (+2,8%) ; "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+3,2%) ; "Enseignement" (+4,8%) ; "Loisirs et culture" (+0,6%) et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+0,8%).

Par rapport aux nomenclatures secondaires et à l'état des produits, la hausse constatée en glissement annuel est la résultante des augmentations de prix respectivement des "Produits frais" (+6,9%) ; des produits "Hors Energie et Produits frais" (+0,9%) et des produits de l'"Energie" (+1,8%). Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la hausse des prix des produits "locaux" (+2,4%) et "importés" (+2,7%). En ce qui concerne les secteurs de production, la hausse annuelle du niveau général des prix découle de l'augmentation des prix des produits des secteurs "secondaire" (+1,4%) ; "primaire" (+7,1%) et "tertiaire" (+2,1%). La progression du niveau général des prix sur le plan national, relativement à la durabilité, a principalement été influencée par l'accroissement des prix des produits "Non durables" (+2,8%) et des "Services" (+2,1%).

Pour le mois d'avril 2024, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 4,1% contre 4,4% le mois précédent.

Mise en œuvre du PRSA/FRSP : Le Togo sur la bonne voie

Après deux années de mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP) au Togo, les parties prenantes ont fait un bilan de sa mise en œuvre. Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, le Programme vise à accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du programme.

Trois domaines d'intervention, se renforçant mutuellement, sont apparus comme des priorités pour renforcer la résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il s'agit de : (i) Soutenir la base productive du système alimentaire, en investissant dans l'agriculture climato-intelligente au niveau des exploitations et des paysages; (ii) Promouvoir un environnement favorable au développement de la chaîne de valeur et au commerce intrarégional (iii) Renforcer la capacité régionale à gérer les risques agricoles.

Le ministère de l'Agriculture semble satisfait des résultats enregistrés. " Pour le Togo, après deux ans de mise en œuvre, les résultats enregistrés par le FSRP-Togo sont encourageants. En termes d'effet direct, les producteurs enregistrent déjà l'augmentation des superficies cultivées, l'amélioration de leur rendement et de surcroît l'augmentation de leur production ", fait savoir Dindioque Konlani, Directeur de cabinet du ministre en charge de l'agriculture et de l'élevage.

Dans les détails, on indique que 813 acteurs de la région des Savanes (dont 400 éleveurs et 413 promoteurs des sous-projets d'entre-

preneuriat agricole et agroalimentaire) ont bénéficié des matériaux de construction, des équipements d'élevage et des chèques du FSRP ; la rizerie de Tône a accru son rendement de 800 à 2 000 tonnes ; des intrants à plus de 500 producteurs dans les Savanes ; 120 femmes issues de 60 coopératives, formées sur les technologies de production et d'utilisation de la farine riche de céréales, qui formeront à leur tour 600 femmes formatrices sur toute l'étendue du territoire togolais ; 120 apprenants tractoristes et maintenanciers des zones d'excellence formés, etc.

Dans le cadre de l'amélioration de la production d'informations agro-hydro-météorologiques et l'appui à la fourniture et à l'utilisation à temps réel d'informations agro-hydro-météorologiques essentielles aux principaux utilisateurs, on note la production et la diffusion de 75.715 bulletins décennaires d'information agro-hydro-météorologique du groupe de travail pluridisciplinaire des bulletins agro météorologiques, climatologiques et d'alerte multirisques ; 10 forages (piézomètres) construits dans les formations aquifères du socle du bassin de l'Oti pour le suivi des ressources en eaux souterraine et 10 stations automatiques avec télétransmission de mesures hydrologique installées.

Il est aussi à signaler 500 pièges à phéromone, acquis et installés dans 5.000 champs, pour la collecte de données et la lutte contre la chenille légionnaire d'automne ; 39 promoteurs de biopesticides et bio-fertilisants identifiés pour bénéficier des appuis pour la production en quantité de biopesticides et bio-fertilisants ; 26 cadres de l'Agence nationale de la météorologie du Togo (ANAMET) formés sur l'utili-



Les officiels lors de la rencontre

sation de l'outil de gestion des données climatologiques CLIDATA avec l'appui technique du centre AGRHYMET.

En ce qui concerne les investissements pour renforcer la résilience des systèmes écologiques et alimentaires dans les paysages prioritaires, 34 000 tonnes d'engrais NPK 15-15-15 ont été acquises et mises à la disposition des producteurs pour la campagne agricole 2023-2024 ; 27.787 leaders formés sur les bonnes pratiques de transformation des produits à haute valeur nutritionnelle et équipées en kits culinaires ; 301.162 tonnes de semences certifiées (riz et soja) et 1.154 tonnes d'engrais acquis et mis à la disposition des producteurs, exploitant des ZAAP ciblés ; 1.727 kits maraichers, composés de 87,4 tonnes de fertilisants, 682 kg de semences (tomates, piments et oignon) et 1.727 litres de biofertilisants, et outils maraichers acquis et mis à disposition des producteurs maraichers.

De plus, 359 acteurs de groupements de femmes et de jeunes formés sur les techniques de production de semences et de création de business model dans le secteur semencier ; 121 kits dont 53 kits de collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL) et 68 kits de production des essences forestières, acquis et mis à disposition des pépi-

niéristes et collectrices de PFNL ; 215 coqs géniteurs et 1075, poules reproductrices de race locale produits au profit des éleveurs de volaille de la région des Savanes ; mise en place de 7 plateformes d'innovation des chaînes de valeurs tomates fraîches, oignon frais, riz blanc décortiqué, soja grain, poulet de chair, igname fraîche et manioc frais...

Il est indiqué que la mise en œuvre du FSRP a permis de toucher près de 400 000 bénéficiaires, dont 35 % femmes. " Vous avez vu les différents résultats qui ont été produits et qui ont été présentés en salle tout à l'heure. Et vous voyez que parmi les pays qui ont mis en œuvre ce projet depuis le début, le Togo a vraiment produit de bons résultats. Donc c'est le moment vraiment de nous réjouir du dynamisme de l'équipe togolaise et surtout de l'accompagnement des producteurs à la base, transformateurs, commerçants qui sont sur le terrain, dont les femmes. Nous avons dans le projet un objectif d'atteindre 40% de femmes pour l'ensemble des bénéficiaires. Et le Togo aujourd'hui est en bonne voie pour atteindre cet objectif-là, en appuyant les producteurs à la base, notamment dans la production de soja, de riz, et de volaille qui sont les chaînes de valeur prioritaires pour le Togo ", a fait observer Maty Badiao de la CEDEAO.

RELIGION : L'ÉLEVATION, ACTE 7 Mawuto Tetey promet du feu

L'acte 7 du festival de musique Gospel "l'élévation", qui a été lancé le 11 Mai dernier à Lomé par l'artiste Mawuto Tetey, marque une nouvelle ère pour l'événement de musique religieuse le plus apprécié. L'édition 7, qui a pour thème "Ma Restauration" Jérémie 30 :17, invitant à un renouveau personnel et communautaire, à travers la puissance de la musique gospel. Ce thème célèbre la capacité de la musique à guérir et à inspirer, offrant à chacun l'opportunité de se reconnecter avec son essence et de renforcer les liens communautaires.

Depuis son lancement en 2018, le festival "Élévation" est devenu un rendez-vous incontournable pour les passionnés de gospel et de musique spirituelle. Chaque année, il rassemble des artistes de renommée internationale et locale pour célébrer la foi, l'unité et le talent musical.

Une nouvelle ère pour Élévation ! Nous sommes ravis d'annoncer que Élévation, autrefois connu comme une série de concerts gospel, se transforme en un festival gospel complet! Cette évolution marque un tournant majeur,

qui reflète notre engagement croissant envers la musique, la communauté et la spiritualité.

La 7ème édition du Festival Élévation marque une nouvelle ère pour l'un des événements de gospel les plus appréciés de Lomé. Cette année, nous élargissons nos horizons en invitant non seulement la communauté chrétienne mais aussi tous les amateurs de la bonne musique à vivre l'expérience Élévation. Que vous cherchiez une profonde connexion spirituelle ou à profiter simplement de performances musicales extraordinaires, Élévation 2024 est votre destination.

Élévation n'est pas seulement un festival de musique gospel; c'est une plateforme de découverte, d'inspiration, et de partage. Nous célébrons la diversité des expressions musicales et accueillons des talents de tous horizons pour créer un espace où la musique transcende les barrières culturelles et spirituelles.

En tant que festival reconnu pour sa qualité et son ambiance, Élévation souhaite s'adresser à un public plus vaste, reflétant l'universalité de la musique et son pouvoir à rassembler les gens.



L'artiste Mawuto Tetey (g) et son manager (dt)

Notre objectif est de bâtir des ponts entre différentes communautés à travers le pouvoir unificateur de la musique, tout en offrant un programme enrichissant qui célèbre la diversité et l'inclusivité.

En terme d'un petit bilan, l'élévation a enregistré de belles performances. Au lancement en 2018, l'élévation a enregistré 20.000 participants, l'acte 6 a connu la participation de 10 artistes. Pour l'artiste, Élévation n'est pas seulement un festival de musique gospel; " c'est une plateforme de découverte, d'inspiration, et de partage. Nous célébrons la diversité des expressions musicales et accueillons des talents de

tous horizons pour créer un espace où la musique transcende les barrières culturelles et spirituelles ", a dit Mawuto Tetey.

L'élévation 2024, c'est une mission humanitaire, don de forage à Assahoun et don de concert dans un orphelinat ; c'est aussi causerie débat & studio à l'Église Yesu le Agbe Amadahome ; Concert, découverte de groupes musicaux et d'artistes gospel au Carrefour Y le 21 juin ; il y aura un tournoi de football entre Chanteurs et Orchestres sur le Terrain de Agoè 2 lions le 25 juin et le concert apothéose sera au CETEF le 23 juin.

Dodo ABALO

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

COOPÉRATION : LE TOGO ET LA BARBADE JET-
TENT LES BASES D'UN NOUVEAU PARTENARIAT



Liés depuis quelques années par une relation d'amitié, le Togo et la Barbade s'apprentent à lancer une coopération bilatérale dans des domaines d'intérêt commun. Une étape significative a été franchie jeudi 16 mai 2024, à la faveur d'une visite d'exploration à Lomé du ministre barbadien de l'économie et de l'investissement, Chad Blackman. Ce déplacement qui s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture économique de cet État insulaire caribéen vers l'Afrique a été l'occasion de mener des travaux avec des membres du gouvernement.

Un accord-cadre bientôt signé Avec le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, les échanges ont permis de s'accorder sur la nécessité de créer un cadre de coopération. A ce propos, un projet d'accord-cadre devrait être finalisé bientôt, afin d'asseoir des bases juridiques de partenariat entre les deux pays. En outre, un mémorandum d'entente sur les consultations politiques devrait également voir le jour.

Plus de visa d'entrée au Togo pour les citoyens de la Barbade Pour marquer ce début de coopération, le Gouvernement togolais a décidé de supprimer le visa d'entrée sur le territoire togolais au profit des citoyens de la Barbade. Une mesure qui devrait contribuer à dynamiser davantage les relations d'affaires entre les deux pays.

Perspectives d'investissements Sur le plan des investissements, les deux pays devraient également nouer de nombreux partenariats. La rencontre entre la ministre de la promotion de l'investissement, Manuella Santos, et l'officiel barbadien, a ainsi permis d'explorer de nouvelles voies, et de confirmer le "grand potentiel" de la coopération Sud-Sud.

Pour rappel, la Barbade est un État insulaire situé à l'est de l'archipel des Antilles. Membre du Commonwealth, le pays est une destination touristique prisée, qui a acquis ces dernières années, une réputation grandissante de pôle de services financiers.

Source : @Republiquetogolase.com

L'AGENCE TOGO DIGITAL RECRUTE



L'Agence Togo Digital (ATD), principale structure gouvernementale de coordination et d'exécution des projets digitaux, étoffe son équipe. L'institution a lancé dans ce sens un recrutement pour pourvoir deux postes.

Concrètement, les profils recherchés sont respectivement ceux d'un administrateur système et d'un auditeur/auditrice Interne. Les candidats intéressés devront notamment fournir des informations démontrant qu'ils disposent des qualifications requises et d'expériences pertinentes pour occuper les postes ou exécuter les services attendus, ainsi qu'une série de documents dont les détails sont à retrouver sur une plateforme dédiée.

"Les soumissions se feront //emploi.atd@digital.gouv.tg">uniquement en ligne" et les candidatures seront clôturées le 22 mai prochain, a rappelé l'Agence.

Source : @Republiquetogolase.com

Abonne-toi via TMoney et tente de gagner plein de cadeaux



***145*434#**



000000-1



La Fibre  **888 | 119**

Promo valable jusqu'au 7 Juillet 2024
Règlement du jeu consultable sur le site web Togocom.tg

togocom.tg     

Avancer. Pour vous. Pour tous.

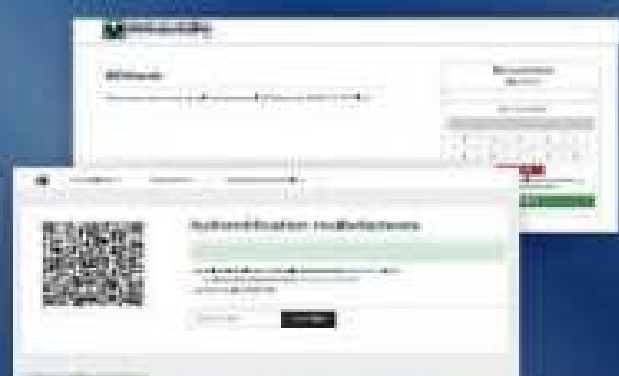


BOAweb

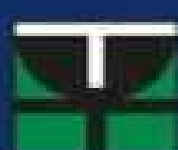


Accès aux **comptes**
et **virements**
sécurisés
par **Internet**

Interface améliorée



Sécurité renforcée

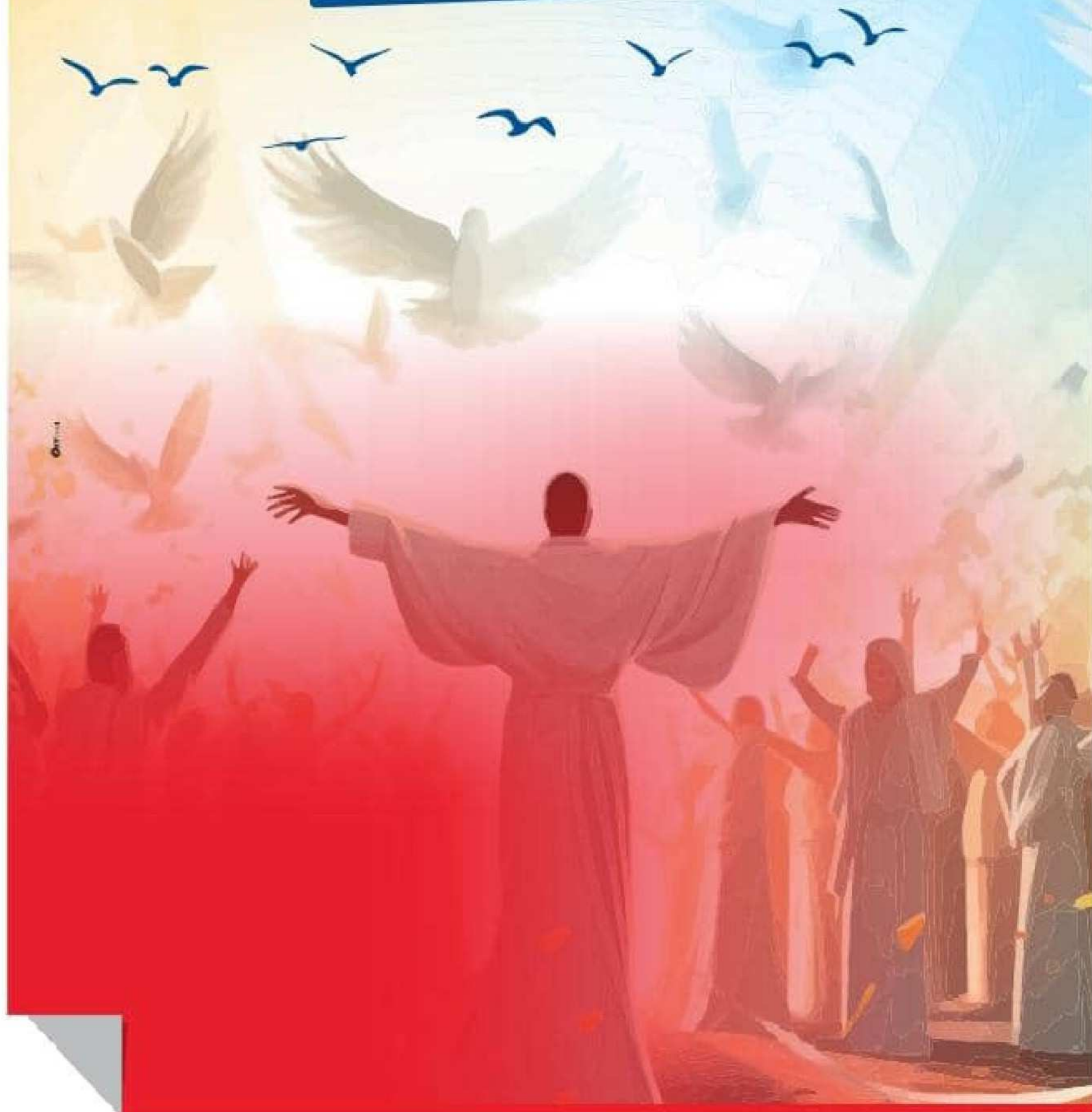


BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



Bonne fête de la PENTECÔTE



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

